

PROCEDURE ADAPTÉE

Passée en application des dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1-1° et R. 2123-4 et suivants du Code de la Commande Publique et du cadre de passation des marchés publics de l'EPF d'Alsace.

Marché Public de Travaux

Type de marché : **Marché public ordinaire de travaux**

Objet du marché : **Travaux de déconstruction et de désamiantage de la friche KOLB**

Opération : **Proto-aménagement Friche KOLB - WASSELONNE**

Adresse : **Rue des Rochers 67520 WASSELONNE**

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Marché n° 2025-026-QG (à renseigner dans CHORUS et sur les factures)

Code service n° AV520AD (à renseigner sur les factures)

Date et heure limites de remise des offres :

Mardi 20 mai 2025 à 12h00

Visite collective et obligatoire : Lundi 7 avril 2025 à 10h00



Maître d'ouvrage et Pouvoir adjudicateur

Etablissement Public Foncier d'Alsace – EPF d'Alsace

3 rue Gustave Adolphe HIRN - 67000 STRASBOURG

Tél. : 03 69 20 75 53

Titulaire (mandataire, le cas échéant)

Nom :

Adresse :

Sommaire

Sommaire.....	2
ARTICLE 1. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC ET COORDONNEES.....	4
ARTICLE 2. REFERENTS DU DOSSIER.....	4
ARTICLE 3. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 4. DESCRIPTION DU MARCHE.....	4
4.1 Type de marché et de procédure.....	4
4.2 Forme du marché.....	4
4.3 Classification dite « Vocabulaire commun pour les marchés » (« CPV »).....	4
4.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles.....	4
4.5 Décomposition en tranches	4
4.6 Limite à la sous-traitance.....	5
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 6. DELAI CONTRACTUEL D'EXECUTION	5
ARTICLE 7. LIEU D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 8. PRIX DU MARCHE	5
8.1 Prix forfaitaire.....	5
8.2 Monnaie.....	5
ARTICLE 9. MODE DE FINANCEMENT	5
ARTICLE 10. VISITE DU SITE.....	5
ARTICLE 11. RECONNAISSANCE DES LIEUX.....	6
ARTICLE 12. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 13. CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 14. MODIFICATION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 15. QUESTIONS-REPONSES	7
ARTICLE 16. CONTENU DES PLIS.....	7
ARTICLE 16.1 DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE (SOUS-DOSSIER N°1).....	7
Formulaire DUME.....	9
Informations complémentaires	9
ARTICLE 16.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE (SOUS-DOSSIER N°2).....	9
ARTICLE 17. SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 18. GROUPEMENT D'ENTREPRISES	10

ARTICLE 19. DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES PLIS (CANDIDATURES ET OFFRES)	10
ARTICLE 20. ENVOI DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	10
ARTICLE 21. COPIE DE SAUVEGARDE	11
ARTICLE 22. PRESENTATION DES OFFRES	11
ARTICLE 23. ANALYSE DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 24. ANALYSE DES OFFRES	12
24.1 Recevabilité préalable des offres	12
24.2 Critères d'analyse des offres	12
ARTICLE 25. NEGOCIATION	13
ARTICLE 26. ATTRIBUTION DU MARCHE	13
ARTICLE 27. CONDITIONS DE VALIDATION DES OFFRES (MISE AU POINT)	13
ARTICLE 28. INFORMATION DES CANDIDATS EVINCES.....	14
ARTICLE 29. SIGNATURE	14
ARTICLE 30. NOTIFICATION.....	15
ARTICLE 31. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD) 15	
ARTICLE 32. MENTION DES VOIES ET DELAIS DE RECOURS	15

ARTICLE 1. TYPE D'ACHETEUR PUBLIC ET COORDONNEES

Le pouvoir adjudicateur est :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE (ci-après « EPF d'Alsace »), établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est à STRASBOURG (67000), 3 rue Gustave Adolphe Hirn et dont le n° SIRET est le suivant : 507 679 033 00021. Tel : 03.69.20.75.53.

ARTICLE 2. REFERENTS DU DOSSIER

Représentant légal de l'EPF d'Alsace : le directeur, Monsieur Benoît GAUGLER.

Référents du dossier :

- Quentin GROJEAN (quentin.grojean@epf.alsace) : chargé d'opérations.
- Louise GARTNER, Juriste marchés publics : louise.gartner@epf.alsace

Pour toute question technique ou administrative relative à la présente consultation, veuillez utiliser l'outil « questions/réponses » de la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise> (Cf. article 15).

ARTICLE 3. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les travaux de déconstruction et de désamiantage de la friche KOLB à WASSELONNE.

Le détail des prestations est présenté dans le CCTP.

ARTICLE 4. DESCRIPTION DU MARCHE

4.1 Type de marché et de procédure

Le présent marché est un marché public de travaux, passé selon une procédure adaptée ouverte conformément aux articles L. 2123-1, R. 2123-1-1° et R. 2123-4 et suivants du CCP et selon les modalités particulières définies ci-après.

4.2 Forme du marché

Le présent marché est un marché public ordinaire, à prix global et forfaitaire.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG-TRAVAUX) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 est applicable, sauf dérogations exposées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

Conformément à l'article L. 2113-11 du CCP, le présent marché n'est pas alloti car cela rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations. En raison de la présence d'amiante dispersée sur l'ensemble du site, le chantier nécessite l'élaboration d'un plan de retrait de l'amiante en sous-section 3. Aucune phase du chantier ne peut être réalisée sans tenir compte du risque amiante. Il est de la responsabilité du chef de l'entreprise en charge du désamiantage d'établir en fonction, de l'évaluation des risques, la méthodologie d'intervention pour limiter ou supprimer la dispersion et l'émission de fibres d'amiante lors des différentes phases du chantier. Il est donc impératif que l'entreprise de désamiantage réalise l'intégralité des phases du chantier (démolition).

4.3 Classification dite « Vocabulaire commun pour les marchés » (« CPV »)

A titre principal : Travaux de démolition : 45111100-9

A titre secondaire : Travaux de désamiantage : 45262660-5

4.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelles n'est prévue.

Les variantes ne sont pas autorisées.

4.5 Décomposition en tranches

Le présent marché ne comporte pas de tranche.

4.6 Limite à la sous-traitance

En application de l'article L. 2193-3 du CCP, le titulaire d'un marché peut sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE

La durée du marché court à compter de la notification du marché au Titulaire, jusqu'à la décision de réception ou de la levée de la dernière réserve, par le maître d'ouvrage, des prestations du marché.

ARTICLE 6. DELAI CONTRACTUEL D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. Le marché comprend un ordre de service de démarrage de la période de préparation, et ultérieurement un ordre de service de démarrage d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution du marché court à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation du marché, et expire à la date d'achèvement des prestations selon le planning détaillé d'exécution remis par le candidat.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, le délai de la période de préparation est fixé à six (6) semaines.

La date estimative de démarrage de la période de préparation est le 15 juillet 2025 et la date estimative de démarrage de la période travaux est le 25 août 2025.

ARTICLE 7. LIEU D'EXECUTION

Rue des Rochers 67520 WASSELONNE

ARTICLE 8. PRIX DU MARCHE

8.1 Prix forfaitaire

Le marché est à prix global et forfaitaire. Une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figure parmi les pièces constitutives du marché.

Le marché est à prix définitif, ferme et actualisable. Les modalités d'actualisation du prix sont prévues au CCAP.

8.2 Monnaie

Le prix devra être exprimé en EURO (€).

ARTICLE 9. MODE DE FINANCEMENT

Le financement se fait sur fonds propres de l'EPF d'Alsace. Les prestations sont rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 10. VISITE DU SITE

Une visite **unique, collective et obligatoire du site** sera organisée en présence du pouvoir adjudicateur afin de permettre à l'ensemble des candidats de connaître le lieu d'exécution du marché et les contraintes qui en découlent. Chaque candidat doit obligatoirement réaliser la visite (sauf justification équivalente). En cas de cotraitance, seule la présence du mandataire est obligatoire.

La date retenue pour la visite est le :

Lundi 7 avril 2025 à 10h00

Il est recommandé aux candidats de confirmer leur participation en envoyant un message à l'EPF d'Alsace sur la plateforme AlsaceMarchésPublics via le système de questions/réponses (article 15 du présent règlement).

Une attestation de visite sera délivrée, sur la plateforme AlsaceMarchésPublics, suite à la visite et devra obligatoirement être jointe au sous-dossier sur l'offre.

Aucune question ne pourra être posée à l'EPF d'Alsace pendant la visite du site. Les candidats devront envoyer leurs questions par écrit après la visite via la plateforme Alsacemarchéspublics. L'EPF d'Alsace y répondra par écrit via cette plateforme afin de porter les questions et les réponses à la connaissance de tous les candidats.

Recommandation : les candidats peuvent être équipés d'une lampe torche et des équipements de protection individuelle (casque et chaussures de sécurité).

Toutefois, un candidat justifiant qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes peut être dispensé de cette visite obligatoire. **Cette justification devra apparaître expressément dans l'offre du candidat.**

ARTICLE 11. RECONNAISSANCE DES LIEUX

Les candidats remettant une offre ne pourront prétexter d'une méconnaissance des lieux lors de l'exécution des prestations prévues au présent marché.

Par le seul fait de soumissionner, l'Entrepreneur reconnaît avoir procédé à une visite des lieux et s'être pleinement rendu compte de la nature des travaux et des difficultés et conditions spéciales dans lesquelles ils doivent être exécutés (étendu des travaux, appréhension la complexité des accès et des lieux, ainsi que de leur topographie).

Si l'Entrepreneur estime qu'il existe une incompatibilité entre l'existant et les travaux décrits, il doit le signaler dans son mémoire technique, la solution de base restant celle décrite dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ceci implique également l'engagement tacite de se conformer à toutes les conditions du présent Marché, sans qu'il puisse élever à leur égard la moindre réclamation, ni prétendre à une quelconque indemnité.

Les candidats doivent avoir une lecture critique de la totalité des diagnostics, et devront émettre, via le système de questions/réponses défini à l'article 15 du présent règlement ou sous forme de réserves dans le mémoire technique, tout avis ou demande de diagnostics complémentaires, faute de quoi, ils attesteront que les documents remis dans le DCE leur permettent de rédiger leur offre sans réserve.

ARTICLE 12. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents relatifs à la consultation sont mis gratuitement à disposition des opérateurs économiques sur le profil acheteur de l'EPF d'Alsace <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise>, conformément à l'article R. 2132-2 du CCP.

Il est recommandé aux opérateurs économiques de créer un compte et de s'identifier sur la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise>, préalablement au téléchargement du dossier de la consultation, pour être informés des compléments qui peuvent être apportés pendant la phase de consultation.

ARTICLE 13. CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le Dossier de la Consultation des Entreprises « DCE » mis à disposition des candidats est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation « RC » ;
- L'acte d'engagement « AE » et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières « CCAP » ;
- Le cahier des clauses techniques particulières « CCTP » et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire « DPGF » ;

ARTICLE 14. MODIFICATION DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le candidat n'est pas autorisé à modifier les pièces constitutives du DCE.

L'EPF d'Alsace se réserve le droit d'apporter des modifications et/ou compléments mineurs aux documents de la consultation au plus tard **six (6) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres.

Les candidats répondent sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date de remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable à cette nouvelle date.

Les candidats qui auront téléchargé le dossier en s'authentifiant sur la plateforme reçoivent une information de cette modification par l'intermédiaire de la messagerie de la plateforme. Dans cette hypothèse, il faut noter que les notifications électroniques peuvent être considérées comme des SPAM ou être bloquées par un automate de filtration « anti-SPAM ». Aucune réclamation ne peut être engagée en cas de rejet d'une notification par un automate « anti-SPAM », en cas de placement de la notification dans les SPAM de la messagerie, ou, de manière générale, en cas de dysfonctionnement de ce système de notification ou de la plateforme.

Il est également recommandé à tous les candidats de saisir avec attention leur adresse électronique afin de recevoir effectivement les avis de modifications et/ou compléments.

En cas de téléchargement anonyme du dossier de consultation, les candidats sont invités à consulter régulièrement le portail afin de prendre connaissance des éventuelles mises à jour. Aucune réclamation ne pourra être apportée si le candidat n'a pas eu connaissance de toutes les informations complémentaires. Il est donc recommandé aux candidats de télécharger le dossier de consultation en s'authentifiant.

Dès lors qu'un candidat a remis une offre avant les modifications, il est en droit d'en émettre une nouvelle sur la base du dossier modifié, avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 15. QUESTIONS-REPOSES

Les candidats peuvent soumettre des questions relatives à la présente consultation à l'EPF d'Alsace uniquement par voie électronique par l'intermédiaire de la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise> à l'aide de l'outil « questions/réponses ». Aucune réponse ne sera donnée par téléphone ou par mail.

Les questions doivent être adressées au plus tard **huit (8) jours calendaires** avant la date de remise des plis. Au-delà de cette date plus aucune question ne sera acceptée.

ARTICLE 16. CONTENU DES PLIS

Le candidat remet à l'EPF d'Alsace un dossier comportant un sous-dossier N°1 relatif à sa candidature (documents listés à l'article 16.1 du présent règlement) et un sous-dossier N°2 relatif à son offre (documents listés à l'article 16.2 du présent règlement).

ARTICLE 16.1 DOCUMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE (SOUS-DOSSIER N°1)

Il est demandé au candidat de produire les renseignements relatifs à sa situation propre, les justificatifs quant aux conditions d'accès à la commande publique, les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de sa capacité professionnelle, technique et financière minimale requise, et plus particulièrement les éléments suivants :

1/La lettre de candidature « formulaire DC1 » ou tout équivalent. Le formulaire DC1 et une notice explicative sont disponibles au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

En cas de groupement d'entreprises, **un (1) seul formulaire DC1 ou son équivalent doit être remis pour l'ensemble du groupement**, en précisant clairement la nature et la composition du groupement, les rôles de chacun et la désignation du mandataire.

2/La déclaration du candidat « formulaire DC2 », accompagné des documents requis, ou tout équivalent. Le formulaire DC2 et une notice explicative sont disponibles au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

En cas de groupement d'entreprises et/ou de sous-traitance, **chaque entreprise et/ou sous-traitant devra remettre un (1) DC2 ou son équivalent.**

Il est demandé de fournir à l'appui de ce formulaire les éléments suivants :

- **Renseignements attestant de la capacité économique et financière du candidat individuel ou du groupement** (DC2 – *rubrique F*), il est demandé au candidat de fournir :
 - Le chiffre d'affaire global du candidat sur les trois (3) derniers exercices. (*F1*)
 - La part du chiffre d'affaire des services identiques à l'objet du marché ou des services similaires sur les trois (3) derniers exercices. (*F1*)
 - Les documents justificatifs des pouvoirs et délégations autorisant la signature du marché par le signataire, c'est-à-dire, la justification des pouvoirs du représentant de la société et des éventuelles délégations. (*F2*)
- **Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat** (DC2 – *rubrique G1*), il est demandé au candidat de fournir :
 - Une présentation du candidat comprenant un organigramme et justifiant de son savoir-faire et de son expérience.
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat (et l'importance du personnel d'encadrement) pour chacune des trois (3) dernières années.
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de même nature que celle du marché.
 - Les qualifications professionnelles et expériences (CV) des personnes de l'équipe susceptibles d'intervenir pour la présente opération.

3/ La déclaration sur l'honneur jointe en annexe de l'acte d'engagement, remplie, datée et signée, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun motif d'exclusion à la procédure de passation des marchés publics mentionnés aux articles [L. 2141-1 à L. 2141-5](#) et [L. 2141-7 à L. 2141-11](#).

4/ La déclaration de sous-traitance « formulaire DC4 », ou équivalent, en cas de sous-traitance, accompagnée des documents requis. Le formulaire DC4 et une notice explicative sont disponibles au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Chaque sous-traitant doit fournir tous les documents listés au présent article au même titre que le candidat principal. Ainsi, chaque pli contient autant de sous-dossier candidature que de sous-traitant.

5/ Capacités techniques et professionnelles :

- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Un document de synthèse (pour l'ensemble du groupement en cas de candidature sous forme de groupement), **de 10 pages maximum (recto en format A4 portrait)**, comprenant les références du candidat au cours des cinq (5) dernières années. Au titre des références, il est demandé de fournir à minima (pour l'ensemble du groupement en cas de candidature sous forme de groupement) :
 - 5 références de moins de 5 ans de chantier de démolition et de désamiantage (précisant : montants, durées, localisations, objets et précision si cela a été effectué selon les règles de l'art et mené régulièrement à bonne fin).
- Les qualifications suivantes (pour l'ensemble du groupement), la preuve de la qualification pouvant être apportée par tout moyen et notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références équivalentes :
 - Certification amiante aux entreprises : Qualibat 1552, AFNOR Certification ou Global Certification ;
 - Qualibat 1112 Démolition (technicité confirmé) ou Qualibat 1113 Démolition (technicité supérieure), ou équivalent.

NOTA : Lors de l'examen des dossiers de candidature, lorsque des pièces visées au présent article sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces conformément à l'article 23 du présent règlement de la consultation.

Formulaire DUME

En lieu et place des formulaires DC1 et DC2, et conformément à l'article R. 2143-4 du CCP, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission Européenne.

Le ministère de l'économie et des finances met gratuitement à la disposition des entreprises le « service DUME » qui permet de créer le DUME qui pourra ensuite être réutilisé pour d'autres marchés. (<https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>). Le DUME est également accessible directement sur le profil acheteur, ou sur l'outil mis en place par la Commission de l'Union Européenne.

Les candidats sont invités, en cas de DUME, à éviter les doublons en joignant des pièces inutiles (DC1, DC2).

Informations complémentaires

La plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise> propose gratuitement aux candidats de déposer en ligne des documents relatifs à leur candidature avec l'« Espace documentaire – Coffre-fort entreprise ».

Il appartient au candidat de procéder à la mise à jour des documents qui y sont disponibles.

Le coffre-fort permet de ne pas fournir à chaque consultation les mêmes pièces toujours valables (attestations d'assurances etc.).

ARTICLE 16.2 DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE (SOUS-DOSSIER N°2)

Le candidat remet les pièces détaillées ci-dessous et figurants, pour certaines, dans le Dossier de la Consultation des Entreprises (DCE) :

- L'acte d'engagement et ses annexes, complétés dans leur intégralité, paraphés, datés et signés.
Il est rappelé qu'un relevé d'identité bancaire (RIB) doit impérativement être joint à l'acte d'engagement, conformément au point B3 de ce dernier. **En cas de groupement d'entreprises conjoint, devront être mentionnés autant de comptes à créditer et de RIB qu'il y a de personnes composant le groupement ;**
- L'attestation de visite du site ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP », sans modification ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes, sans modification ;
- La DPGF complétée, datée et signée ;
- Le planning d'exécution de l'opération fait par le candidat, daté et signé et devant inclure les différentes phases du marché présentées notamment sur la DPGF du marché, donc y compris la phase de préparation de 6 semaines et la remise du DOE 1 mois max après la date des OPR ;
Pour rappel, la date estimative de démarrage de la période de préparation est le 15 juillet 2025 et la date estimative de démarrage de la période travaux est le 25 août 2025.
- Un mémoire technique devant détailler les points évoqués dans le CCTP du présent marché et les attentes exprimées à l'article 24 du présent règlement quant à la notation des offres.

Le candidat établira son offre suivant les articles de la DPGF et du CCTP.

NOTA : L'EPF d'Alsace se réserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés et sous un même délai, de régulariser leur offre si celle-ci est irrégulière dans les limites des conditions prévues à l'article R. 2152-2 du CCP. La régularisation ne peut pas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

ARTICLE 17. SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant doit fournir tous les documents relatifs à la candidature (article 16.1), sauf la lettre de candidature (DC1 ou équivalent).

ARTICLE 18. GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un groupement d'entreprises (cotraitance).

Il est interdit, pour la totalité d'un marché, pour un candidat ou un membre d'un groupement de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements et/ou en agissant à la fois en qualité de membre de plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2142-21 du CCP.

Il est rappelé qu'en cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir tous les documents relatifs à la candidature (article 16.1), sauf la lettre de candidature (DC1 ou équivalent) qui est commune à l'ensemble du groupement.

Il est à noter :

- Qu'un même candidat ne peut être mandataire de plus d'un groupement à la fois,
- Qu'en cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, les cotraitants doivent obligatoirement joindre à leur acte d'engagement en annexe un tableau chiffré indiquant le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter,

ARTICLE 19. DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES PLIS (CANDIDATURES ET OFFRES)

Les dossiers composés des candidatures et des offres devront être déposés au plus tard le **Mardi 20 mai 2025 à 12h00** sur le profil acheteur de l'EPF d'Alsace, conformément à l'article 20 ci-dessous.

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont transmises, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'EPF d'Alsace dans le délai fixé présentement.

Seules seront ouvertes les offres déposées dans ce délai. Au-delà de cette date et heure, les offres reçues ne seront pas ouvertes et seront éliminées sans recours possible d'aucune nature.

ARTICLE 20. ENVOI DES PLIS PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les candidats ont **l'obligation** de remettre leur pli par voie électronique, conformément à l'article R.2132-7 du CCP. La transmission par voie électronique se fait sur le profil acheteur de l'EPF d'Alsace à l'adresse suivante : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise>

L'EPF d'Alsace n'accepte aucun pli sous format papier ou sur support électronique de type clé-USB ou CD à l'exception des copies de sauvegarde.

Chaque transmission fera l'objet d'une fenêtre de confirmation de dépôt qui s'affichera avec les informations suivantes :

- *Informations sur la consultation*
- *Horodatage du dépôt,*
- *Liste des pièces contenues dans la réponse ainsi que les fichiers de signatures associés qui peuvent être téléchargés.*

Tout document présentant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité, sera réputé n'avoir jamais été reçu et entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

La responsabilité de l'acheteur ne pourra en aucun cas être recherchée si le candidat n'a pas communiqué une adresse mail ou a communiqué une adresse erronée. La responsabilité de l'acheteur ne peut pas non plus être recherchée en cas de dysfonctionnement inhérent à la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise>.

A titre de rappel, la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise> est dotée d'une messagerie permettant à l'EPF d'Alsace d'adresser tout type d'information aux candidats, à l'exclusion des téléchargements anonymes. Ainsi, toutes les communications et tous les échanges concernant cette consultation se feront via cette messagerie. Il est recommandé de s'authentifier sur cette plateforme et de ne pas télécharger le dossier de consultation anonymement afin de se tenir informer des éventuelles mises à jour du dossier.

Il est recommandé aux candidats de prendre connaissance du manuel « entreprise » disponible sur la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise> pour information sur les modalités de retrait du dossier, du dépôt des plis ou pour poser des questions à l'EPF d'Alsace.

ARTICLE 21. COPIE DE SAUVEGARDE

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités relatives à la copie de sauvegarde, les candidats peuvent faire parvenir à l'EPF d'Alsace une copie de sauvegarde de la candidature et de l'offre dans les délais imparties pour la remise des candidatures et des offres, soit sur un support papier ou sur un support physique électronique, soit par voie électronique.

Dans ce dernier cas, la copie de sauvegarde est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'annexe 8 du CCP. Le moyen de transmission recommandé afin de remplir ces exigences est la lettre recommandée électronique ou tout autre mode distinct du profil acheteur qui peut fonctionner en cas de dysfonctionnement de ce dernier.

Dans les deux premiers cas la copie peut être transmise par lettre recommandée avec AR ou par dépôt à l'EPF d'Alsace à l'adresse suivante :

Etablissement Public Foncier d'Alsace

3 rue Gustave Adolphe Hirn

67 000 STRASBOURG

Réception ouverte du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00.

Ce pli, fermé, doit mentionner la mention « **Copie de Sauvegarde** » ainsi que « **Ne pas ouvrir** » de manière claire et lisible, et comporter le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, la copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux (2) cas :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les plis contenant les copies de sauvegarde qui ne seront pas ouverts seront détruits par l'EPF d'Alsace à l'issue de la procédure.

ARTICLE 22. PRESENTATION DES OFFRES

Tous les documents remis par les candidats à l'EPF d'Alsace doivent l'être en langue française. Dans le cas où un document serait rédigé en langue étrangère, le candidat doit fournir à l'appui de ce document une traduction complète et fidèle en français.

La durée de validité des offres est de cent vingt (120) jours. Ce délai court à compter de la date fixée pour la remise des offres.

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et heure limite de remise des plis déterminées dans le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 23. ANALYSE DES CANDIDATURES

L'EPF d'Alsace vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris celles des opérateurs sur lesquels le candidat s'appuie.

En application de l'article R. 2144-7 du CCP, la candidature peut être déclarée irrecevable et le candidat éliminé s'il ne fournit pas les documents justificatifs de la candidature demandés dans le présent règlement de la consultation.

Si l'EPF d'Alsace constate que des pièces ou informations dont la production était requise au titre de la candidature sont absents ou incomplets, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature. **Cependant, l'EPF d'Alsace se réserve le droit de ne pas demander de complément d'information et de ne pas retenir la/les candidatures en question.**

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- **Les capacités techniques** : les moyens matériels et humains dont dispose le candidat. Elles sont appréciées quantitativement et qualitativement en rapport avec les dimensions et les enjeux du marché :
 - **La démolition**
 - **Le désamiantage**
- **Les capacités professionnelles** : permettant de vérifier si le candidat possède les qualifications requises, c'est-à-dire la preuve d'un certain niveau de compétences professionnelles :
 - **La démolition**
 - **Le désamiantage**
- **Les capacités économiques et financières** : permettant de vérifier que le candidat a la capacité de mener à bien l'exécution d'un tel marché public.

ARTICLE 24. ANALYSE DES OFFRES

24.1 Recevabilité préalable des offres

La recevabilité des propositions est appréciée au regard des renseignements demandés à l'article 16.2 du présent document.

L'EPF d'Alsace rejette les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées telles que définies aux articles L. 2152-2, L. 2152-3 et L. 2152-4 du CCP.

Conformément à l'article R. 2152-2 du CCP, l'EPF d'Alsace peut autoriser les candidats concernés à régulariser les offres irrégulières à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation ne peut pas avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

Conformément aux dispositions des articles L. 2152-5 et -6 et R. 2152-3 à -5 du CCP, si une offre semble anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre.

24.2 Critères d'analyse des offres

L'offre retenue sera « ***l'offre économiquement la plus avantageuse*** » conformément aux dispositions des articles L. 2152-7 et -8 et R. 2152-6 et -7 du Code de la commande publique.

Pour attribuer le marché au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, l'acheteur décide de se fonder sur une pluralité de critères non discriminatoires, liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution, parmi lesquels figurent le critère du prix ou du coût et un ou plusieurs autres critères comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux ou sociaux.

En l'espèce, les offres non rejetées seront analysées et classées par ordre décroissant selon des critères d'attribution pondérés qui sont les suivants :

Critères	Description	Pondération
Critère 1 : Prix des prestations	Montant figurant à la DPGF.	40%
Critère 2 : Valeur technique	Décomposée de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> • Moyens humains et matériels (moyens prévus pour les différentes prestations du marché, détaillés et quantifiés) • Méthodologie (organisation et modes opératoires détaillés des différentes prestations du marché) • Gestion des déchets produits par les travaux du marché • Planning proposé par le candidat 	60% <div style="display: flex; justify-content: flex-end; align-items: center;"> <div style="margin-right: 10px;">10%</div> <div style="margin-right: 10px;">30%</div> <div style="margin-right: 10px;">10%</div> <div>10%</div> </div>

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

ARTICLE 25. NEGOCIATION

L'EPF d'Alsace se réserve la possibilité de négocier ou non avec les soumissionnaires après la remise de leur offre.

Dans l'hypothèse où les offres sont supérieures ou égales à 3, la négociation pourra être engagée au minimum avec les 3 candidats ayant remis la meilleure offre au vu des critères d'attribution indiqués à l'article 24.2 du présent règlement.

ARTICLE 26. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'EPF d'Alsace rejette les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées telles que définies aux articles L. 2152-2, L. 2152-3 et L. 2152-4 du CCP.

Le marché sera attribué au candidat présentant l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse, évaluée globalement au regard de l'ensemble des critères définis à l'article 25.4 du présent règlement de la consultation et conformément aux articles L. 2152-7, L. 2152-8, R. 2152-6 et R. 2152-7 du CCP. Il s'agira de l'offre classée en première position, selon la note obtenue après pondération. Les autres seront classés par ordre décroissant selon les notes obtenues.

L'organe décisionnaire de l'attribution du marché sera le comité d'attribution de l'EPF d'Alsace, conformément au cadre de passation des marchés publics de l'EPF d'Alsace.

Le candidat retenu sera informé de sa retenue via la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise>.

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre est retenue, il ne peut prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où l'EPF d'Alsace ne passerait pas avec lui le marché correspondant, quand bien même la mise au point de son offre aurait nécessité la réalisation d'études complémentaires.

Par ailleurs, l'EPF d'Alsace se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

ARTICLE 27. CONDITIONS DE VALIDATION DES OFFRES (MISE AU POINT)

Le candidat retenu (et ses cotraitants et sous-traitants) devra obligatoirement produire dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de l'annonce de sa retenue formulée par l'EPF d'Alsace, les documents suivants :

- Les attestations d'assurances professionnelles (**responsabilité civile professionnelle**) en cours de validité mentionnant les activités couvertes, les montants de garantie, les principales exclusions ainsi qu'un justificatif du paiement des primes datant de moins de trois (3) mois,
- Conformément aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 (Traduction en français) du CCP, les pièces suivantes :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la Sécurité Sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **à jour minimum du mois M-2 précédant le lancement de la consultation** (article D. 8222-5-1° du code du travail) (**attestation de vigilance URSSAF**).
 - Une attestation délivrée par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites **à jour minimum du mois M-1 précédant le lancement de la consultation** (**attestation de régularité fiscale DGFIP**).
 - Si le Titulaire relève d'une profession libérale, un certificat attestant que les cotisations assurances vieillesse, invalidité-décès ont bien été acquittées.
 - Si le candidat relève d'une caisse de congés payés, un certificat émanant de la caisse de congés payés compétente attestant que les cotisations de congés payés, intempéries et chômage ont bien été acquittées.
 - Si le candidat emploie des salariés étrangers, la liste nominative de ces salariés. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. (Article D. 8254-2 du code du travail).
 - Si le candidat emploie des salariés détachés, la liste nominative de ces salariés accompagnée pour chacun d'eux de :
 - La copie de la déclaration de détachement

- La copie du document désignant le représentant de l'entreprise en France.
- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D. 8222-5-2° du code du travail) :
 - Un extrait de l'inscription au RCS (registre du commerce et des sociétés) (K ou K-bis) de moins de 3 mois ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Un numéro unique d'identification (SIRET, SIREN) permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais de la plateforme <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> , ou si le candidat est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion mentionnés à l'article L. 2141-3 du CCP.
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés, et du plan de redressement si c'est le cas.

NOTA : En l'absence de ces documents, le marché ne peut pas être notifié au candidat retenu. La non-production de ces documents dans le délai imparti entraîne donc automatiquement le rejet de l'offre et par conséquent, l'élimination du candidat. Le marché sera alors notifié au candidat immédiatement classé derrière et capable de produire ces documents.

ARTICLE 28. INFORMATION DES CANDIDATS EVINCES

Les candidats évincés seront notifiés par l'intermédiaire de la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise> , sans délai, par l'EPF d'Alsace du rejet de leurs candidatures et de leurs offres.

ARTICLE 29. SIGNATURE

Pour tout document pour lequel est exigée une signature, cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat (le représentant légal du candidat ou toute personne bénéficiaire d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal).

L'EPF d'Alsace recommande, sans toutefois l'imposer, la signature électronique **avec un certificat de signature électronique valide**. La signature électronique vaut paraphe de l'ensemble du document. L'acquisition de certificat de signature électronique est à la charge du candidat. **Une signature sous format PDF ou JPEG n'équivaut pas à une signature électronique.**

En cas d'impossibilité de signer électroniquement, le candidat devra imprimer à ses frais les pièces du marché, les signer de manière manuscrite et les transmettre, après les avoir numérisées, par voie électronique à l'EPF d'Alsace. Les originaux signés par l'entreprise seront transmis dans les délais prévus par voie papier après la notification du marché.

La signature d'un fichier compressé (notamment .zip, .rar, .7z etc.) n'emporte pas signature des documents qui y sont contenus.

La signature électronique consiste en l'apposition électronique sur l'acte d'engagement de la signature par les personnes habilitées. La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans modification de l'ensemble des clauses du marché (CCAG, CCAP, CCTP et ses annexes, DPGF et planning du candidat) ainsi que de leurs annexes.

ARTICLE 30. NOTIFICATION

L'EPF d'Alsace notifie le marché au Titulaire en lui adressant une copie de l'acte d'engagement et des pièces constitutives du marché via la plateforme <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/entreprise> . La signature du marché par le Titulaire vaut consentement pour recevoir une lettre recommandée électronique par l'intermédiaire du service AR24.

Le marché prend effet à la date de réception de la notification au Titulaire.

La notification du marché met fin à l'obligation des échanges dématérialisés.

ARTICLE 31. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

L'EPF d'Alsace s'engage à traiter conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) toutes les informations recueillies au cours de cette consultation.

Conformément aux articles R. 2184-12 et -13 du CCP, l'acheteur conservera les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une période minimale de cinq (5) ans à compter de la date de signature du marché. L'acheteur conservera les pièces constitutives du marché pendant une durée minimale de dix (10) ans à compter de la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 32. MENTION DES VOIES ET DELAIS DE RECOURS

L.551-1 du CJA : un référé précontractuel qui doit être introduit avant la conclusion du marché.

L.551-13 du CJA : un référé contractuel qui doit être introduit dans les 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution relatif au marché, ou, à défaut d'un avis d'attribution, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché.

Un recours de pleine juridiction, en justifiant d'un intérêt suffisant selon la jurisprudence du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994, dans un délai maximum de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, ou, à défaut des mesures de publicité, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle il est établi que le requérant a eu connaissance, par une publicité incomplète ou par tout autre moyen, de la conclusion du contrat. Le cas échéant, ce recours peut être assorti d'un référé suspension (L.521-1 du CJA).

Un recours de pleine juridiction tendant à ce qu'il soit mis fin à l'exécution du contrat contre un acte de refus de résiliation du contrat, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat du 30 juin 2017, Sociétés France-Manche et The Channel Tunnel Group n°398445.